



SUD ÉDUCATION 45

Pour toute information et soutien :

contact@sud-education-loiret.org

site : www.sud-education-loiret.org

nous sommes aussi sur  et 

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : 3 RAISONS DE FAIRE GRÈVE LE 26 JANVIER

Le 26 janvier, une large intersyndicale CGT, FO, FSU, Snalc et SUD éducation appelle à la grève dans l'Éducation nationale. Après les annonces du 14 janvier, trois bonnes raisons de se mettre en grève ce jour-là !

1. Un ministère défaillant et méprisant

Défaillant et méprisant, les annonces du 14 janvier prouvent que Blanquer l'est toujours autant.

Il avait déjà menti sur les chiffres de contamination. Les baisses d'effectifs élèves dans les lycées n'avaient été arrachées que grâce à la mobilisation des personnels en novembre. Aujourd'hui Blanquer parle d'élargir ce dispositif aux collèges pour les seuls élèves de quatrième et troisième, et encore exceptionnellement : c'est insuffisant. D'autant que les écoles continuent de tourner à plein régime. Il incite même à faire revenir les élèves de terminale à plein temps : c'est ajouter de la pression supplémentaire alors que ce qu'il faut d'urgence c'est revoir l'organisation des examens.

300 000 tests par mois sont annoncés : il y a 12 millions d'élèves et 1 million de personnels dans l'Éducation. À ce rythme il va falloir 43 semaines pour tester tout le monde. Sachant que le ministère avait un stock d'un million de tests en novembre et qu'il n'en a effectué depuis cette date que... 100 000.

Le protocole ne permet pas de protéger ni les élèves, ni les personnels, ni leur familles : le protocole ne permet pas de protéger la société. Blanquer ment, Blanquer triche, Blanquer doit démissionner.

2. Pour nos salaires !

Nous serons également en grève pour nos salaires.

Rappelons-le, depuis 25 ans le salaire des fonctionnaires baisse. Rapporté à la situation de 1995, le salaire d'un-e professeure des écoles ou d'un-e certifié-e au 5e échelon (indice 476) est plus bas de 551 euros bruts constants !

Alors que « promet » Blanquer ? 400 000 euros pour les 1 million de personnels, soit 29 euros bruts mensuels par agent·e. On est TRÈS loin du compte. Et encore il ne s'agit pour l'essentiel que de primes dont le versement est profondément inégalitaire, excluant des catégories entières de personnels.

Les AED et AESH, qui ont été en grève le 1^{er} décembre, ne se voient strictement rien proposer !

Nous revendiquons une augmentation significative des salaires, d'autant plus forte que le salaire des personnels est bas, pour réduire les inégalités salariales.

3. Défendons l'école publique

Enfin, alors que le service public d'éducation mérite et nécessite des investissements conséquents, l'austérité budgétaire reste le dogme du ministère.

1800 postes sont supprimés dans le second degré, dont 74,5 dans le département du Loiret alors que 28 000 élèves supplémentaires sont attendu·es à la rentrée 2021. Depuis la rentrée 2018, le ministre aura donc supprimé plus de 5 000 postes, alors que sur la même période plus de 100 000 élèves entraient dans le second degré.

La conséquence c'est que dans de nombreux établissements, les premiers retours sur les Dotations Horaires Globales annoncent des conditions de travail dégradées avec des effectifs classe en augmentation !

Et dans le premier degré, les maigres augmentations de postes ne compensent pas les dédoublements annoncés. D'autant que les dispositifs REP sont attaqués.

Ce n'est pas comme ça qu'on défend et renforce le service public d'éducation.

Le 26 janvier, ensemble, en grève !

**# 10h30, manifestons au départ du Rectorat à Orléans
et de la place du Pâtis à Montargis.**

14h30 : AG en visio

(lien disponible sur notre site internet et nos comptes sur les réseaux sociaux la veille)

SUD éducation Loiret, le 15 janvier 2021

